

Réchauffement climatique, biodiversité, etc..

Pourquoi le capitalisme est-il incompatible avec l'écologie ?

L'Humanité, Lundi, 10 Septembre, 2018

Avec les contributions de Catherine Larrère, philosophe, Raphaël Larrère, ingénieur agronome, Hervé Bramy, responsable de la commission écologie du PCF et Benoît Monange, directeur de la Fondation de l'écologie politique.

Rappel des faits.

La démission de Nicolas Hulot a été un électrochoc pour la vie politique. Le système établi sur le profit court-termiste a été mis en accusation.

• La compétence citoyenne dans l'action

par Catherine Larrère, philosophe et Raphaël Larrère, ingénieur agronome



La démission de Nicolas Hulot marque de façon éclatante la difficulté qu'ont les démocraties à faire place à l'urgence écologique. Ce qui va mal, nous le savons. Un réseau de scientifiques mobilisés sur l'ensemble de la planète nous le dit et nous le montre : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, des pollutions de toutes sortes... Nous vivons dans un monde toxique. Pour les scientifiques, c'est simple : unissons-nous contre le péril commun, oublions nos divergences ! Les politiques le peuvent-ils ? Le temps des démocraties représentatives est celui du calcul économique et des échéances électorales. Il ne se prête pas aux projets à long terme que la crise écologique rend nécessaires. Et puis, autour de quoi réaliser l'unité ? La démocratie avance dans le conflit, pas en imposant autoritairement l'unité, fût-ce depuis le surplomb de la science et dans l'urgence de prendre des mesures.



Rien ne se fait-il ? L'opinion publique n'est-elle pas encore assez convaincue ? À force d'être fascinés par l'impuissance de nos gouvernements, nous oublions l'importance du travail accompli à des échelons plus modestes : la mobilisation des pouvoirs publics, dans les régions, les communes, les territoires. À ce niveau, les institutions démocratiques ne sont pas complètement impuissantes. Et surtout, là où la démocratie représentative est défaillante, les initiatives écologiques citoyennes se multiplient. Mouvements de lutte contre les inégalités environnementales, nouvelles formes d'économie solidaire, mise en place de circuits locaux liant production et consommation, façons de produire qui sont aussi des manières d'expérimenter d'autres modes de vie comme la permaculture, mobilisations autour de la question animale ou de l'alimentation : la transition écologique s'engage dans un foisonnement d'expériences. C'est cela qui frappe dans l'histoire populaire de l'écologie : si la crise écologique révèle les insuffisances du fonctionnement de l'économie capitaliste, on n'y fait pas face en faisant appel à plus d'État, mais en inventant de

nouvelles formes de participation populaire à la vie démocratique, en développant la démocratie comme mode de vie.

Il y a, en réponse à la crise écologique, une inventivité démocratique dans les initiatives citoyennes et populaires qui montre que le divorce entre démocratie et écologie n'a rien d'une nécessité. Or ce lien est nié, et souvent même réprimé par les pouvoirs en place qui, à Sivens, ou à Bure, ne voient dans ces mouvements que désordre et anarchie. Pourtant, sans la mobilisation sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, jamais le projet d'y construire un aéroport, en rupture flagrante avec les engagements de l'accord de Paris, n'aurait été abandonné. En s'opposant à ce qu'on a appelé les grands projets inutiles et imposés, la mobilisation populaire fait progresser et la démocratie et l'écologie. C'est de cela que nous avons besoin, pas d'un homme (ou d'une femme) providentiel(le).

Pour qu'il n'y ait pas opposition mais soutien réciproque entre démocratie représentative et écologie, il faudrait sans doute que des partis politiques veuillent et sachent traduire en objectifs politiques les alertes des scientifiques, et qu'ils sachent s'appuyer sur la diversité des initiatives populaires qui changent le monde. Mais il faut aussi que les pouvoirs publics comprennent – ou qu'on leur fasse comprendre – la compétence citoyenne dans l'action écologique et qu'ils la soutiennent, ou du moins la tolèrent, au lieu de la réprimer. On n'en est pas encore là.

• **L'écocommunisme est à l'ordre jour**

par Hervé Bramy, responsable de la commission écologie du PCF



Si l'écologie est avant toute chose une science jeune, elle est également devenue un sujet politique. Dès les années 1970, la prise de conscience environnementale s'est traduite par l'engagement diversifié de citoyens au sein d'associations puis de partis politiques répondant aux souhaits des couches intermédiaires. Les gouvernements qui se sont succédé ont créé des ministères de l'Environnement avec des périmètres plus ou moins larges. Ce fait est un acquis.

Toutes les formations politiques ont intégré cette question dans leur programme, de façon confuse à droite, tandis que l'écologie est décisive pour la gauche de transformation. Cela n'épargne pas, pour autant, les déboires électoraux.

Comment ne pas voir que l'écologie est traversée par des courants idéologiques : l'écologie libérale au cœur de l'économie de marché, actrice de compromis inopérants, la social-écologie, qui a fusionné avec une partie de la social-démocratie avec ses renoncements, et l'écologie de transformation sociale en rupture avec le capitalisme.

L'urgence et l'ampleur des défis écologiques auxquels la société planétaire doit faire face (réchauffement climatique, perte de la biodiversité, qualité alimentaire, maladies chroniques dues aux perturbateurs endocriniens, pollution de l'air, des océans et des rivières...) demandent de faire des choix radicaux. Le sens de la démission de Nicolas Hulot confirme que, face à cette situation, on ne peut plus se contenter de petits pas mais d'une transformation globale et durable du système économique actuel. C'est une conviction de longue date pour les communistes.

En effet, l'écologie est devenue un terrain de lutte de classes considérable ici, en Europe et dans le monde. Aujourd'hui, toutes les couches de la société sont « impactées », mais ce sont les couches populaires qui subissent de plein fouet les périls sociaux et environnementaux que fait peser le capitalisme mondialisé et financiarisé. Ainsi, avec la politique libérale de Macron, c'est le choix des privilèges des premiers de cordée – celles et ceux qui se soucient le moins de l'avenir de la planète. Autant le dire, l'action écologique est incompatible avec le capitalisme et sa quête éperdue de profits financiers court-termistes.

L'écocommunisme est à l'ordre du jour. Tout projet politique de transformation doit intégrer le défi de la révolution écologique, ce que nous nommons l'écocommunisme. Cela ne peut être l'affaire d'un seul homme, d'un seul gouvernement, même le mieux intentionné. Toute la société est concernée, alors pas d'autre chemin que celui du développement, sans précédent, de la démocratie avec des citoyens et des salariés, informés et documentés, dotés de droits d'intervention et de décision. La marche du monde, le climat, les ressources naturelles, les communs, l'énergie, le logement, les transports, le numérique, le travail, le bien-être humain et la réponse à ses besoins vitaux doivent être une priorité des débats... Cela impose la fin de l'austérité, un autre partage des richesses pour réduire avec la même vigueur les inégalités sociales et environnementales. Les services publics doivent trouver une nouvelle étendue d'action. Le mode de production actuel de biens et de services n'est plus soutenable. Il faut en changer avec une industrie débarrassée du profit comme seul but. L'innovation doit être écologique. La recherche publique doit être soutenue. Ses résultats doivent être débattus afin de combattre les peurs et appliqués avec une précaution raisonnable.

L'écologie n'est pas impossible, c'est une question de volonté politique collective.

• Un modèle intenable

- **par Benoît Monange, directeur de la Fondation de l'écologie politique**



On ne peut pas en même temps couper l'arbre et imaginer continuer à profiter de la fraîcheur de son ombre et des fruits de ses branches. Avec la démission de Nicolas Hulot, la démonstration est une nouvelle fois apportée que la cause de l'écologie est antithétique du système néolibéral, qui creuse inexorablement les inégalités tout autant que les ressources naturelles. Tous

les indicateurs, sociaux comme environnementaux, sont dans le rouge ! Injustices économique et environnementale s'additionnent et se renforcent.

Les expositions aux polluants conjuguées à la hausse des inégalités environnementales sont en train de cliver les populations, entraînent maladies et décès prématurés et s'attaquent même à notre intelligence, selon les travaux de la biologiste Barbara Demeneix. La biodiversité s'effondre et les études confirment l'accélération d'une extinction de masse des espèces. L'extractivisme débridé nous entraîne vers un épuisement rapide de nombreuses ressources. Le dérèglement climatique est tellement incontrôlable que des chercheurs en viennent à comparer la Terre dans quelques décennies à une « étuve » dont de larges territoires deviendront inhabitables. Et que dire de notre production de déchets quand résidus de plastique et produits chimiques dangereux ont été tellement disséminés qu'on en retrouve jusque dans les neiges, censément vierges, de l'Antarctique ?

Il est clair qu'on ne pourra pas surmonter ces défis cruciaux pour la survie des humains et de notre biosphère par le biais d'un système capitaliste croissant et extractiviste. Les

écologistes ne cessent de le répéter, la croissance infinie promise par le modèle productiviste est intenable dans un monde fini. Il est impératif de briser l'obsession du « toujours plus » et de trouver les modes démocratiques de fixation de nos propres partages et limitations. Cela passe forcément par un puissant travail des imaginaires sociaux tant, selon les termes d'André Gorz, « le capitalisme a aboli tout ce qui, dans la tradition, dans le mode de vie, dans la civilisation quotidienne, pourrait servir d'ancrage à une norme commune du suffisant ; et a aboli en même temps la perspective que le choix de travailler et de consommer moins puisse donner accès à une vie meilleure et plus libre ».

Le changement de paradigme défendu par l'écologie repose sur un basculement de la quantité vers la qualité, sur l'approfondissement d'un « vivre mieux » en lien avec l'écosystème, plutôt que d'un « vivre avec plus » qui dégrade notre environnement. Un impératif de sortie du productivisme s'impose alors, qui ne peut se limiter à une mise à l'écart du capitalisme. En effet, pour reprendre une nouvelle fois les mots de Gorz : « Le socialisme ne vaut pas mieux que le capitalisme, s'il ne change pas d'outils. » Cette mise en garde reprend une des préoccupations développées par Geneviève Azam dans le dernier numéro de la revue *Écologie & Politique* (n° 56, mai 2018) sur l'incapacité d'une partie de la gauche à penser la résolution de la « question sociale » sans recourir aux « fruits de la croissance » ou à la promesse illusoire d'un miracle technique. Justice sociale et justice environnementale doivent s'amalgamer. La réduction des inégalités socio-économiques ne sera que fugitive si elle aggrave la destruction de la biosphère. De même, les réponses à la crise écologique ne seront acceptables que si elles s'accompagnent d'une répartition plus égalitaire des richesses. Précisons, en outre, que cet impératif de justice doit être pensé de manière globale : la moitié la plus pauvre de la population humaine est celle qui a le moins contribué au dérèglement climatique. Comment accepter qu'elle en soit la victime la plus directe ? Notre défi est là : faire advenir des modèles de sociétés post-croissance où le progrès humain et les bonheurs de la vie sont détachés de la recherche irrationnelle d'une croissance tirée par un consumérisme aliénant et génératrice de dégâts écologiques irréparables.

•